

## DOSSIER

L'agro-business,  
ça suffit !

page 6

## ACTUALITÉS

La fuite en avant  
réactionnaire, fruit pourri  
de l'offensive patronale

page 3

## PREMIÈRES LIGNES

Hausse des prix :  
paroles de travailleurs

page 8

## NPA JEUNES

SNU : Nous ne  
marcherons pas au pas !  
Non aux « classes d'engagement »

page 12

# RÉVOLUTIONNAIRES

02 • JUIN 2023 • 2€ • LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Vertbaudet  
des ouvrières  
qui tiennent tête :  
salaires, emploi,  
retraite, c'est notre  
colère à toutes  
et tous**

**M**ardi dernier 16 mai, la police est intervenue pour déloger le piquet de grève des ouvrières de l'entrepôt Vertbaudet, à Marquette-lez-Lille, une entreprise de vêtements pour enfants. Une ouvrière s'est retrouvée aux urgences de l'hôpital pour une lésion au cou à la suite des violences policières. La veille, deux militants qui étaient venus soutenir le piquet de grève avaient été arrêtés. Et le lendemain, c'est un des syndicalistes de l'entreprise qui était agressé par des individus en rentrant chez lui. Mais la grève continue.

Cette grève qui dure depuis deux mois est révélatrice de la colère du monde du travail, face à la rapacité et brutalité du patronat et de l'État aujourd'hui.

## 11 MILLIONS DE BÉNÉFICES, 0 % D'AUGMENTATION

C'est à un riche fonds d'investissement, Equistone Partners Europe à la tête de 5,5 milliards d'investissements, qu'appartient l'entreprise Vertbaudet. À elle seule, elle a rapporté à ce fonds 11,4 millions de bénéfice annuel. Mais c'est 0 % d'augmentation que la direction annonçait lors des NAO. Avec tout au plus quelques primes aléatoires, en fonction de la performance, et le droit de faire, au volontariat, une heure supplémentaire par jour. Le fameux « travailler plus pour gagner plus »... et se ruiner la santé.

SUITE PAGE 2 >>

<b>ACTUALITÉS</b> p.3	<b>INTERNATIONAL</b> p.4	<b>DOSSIER</b> p.6-7	<b>PREMIÈRES LIGNES</b> p.8-9	<b>PARTI</b> p.10	<b>HISTOIRE</b> p.11	<b>NPA JEUNES</b> p.12
Génération inapaisable : le 6 juin en grève et dans la rue ! La fuite en avant réactionnaire, fruit pourri de l'offensive patronale	Protectionnisme et militarisme : deux faces d'un même système Hiroshima leur amour ? Ping-pong xénophobe entre Trump et Biden	Que Poutine et sa politique guerrière dégagent ! Le boucher Bachar El-Assad ré-adoube par ses semblables Mobilisations contre deux projets autoroutiers inutiles Automobile : une transition vers l'électricité sur le dos des salariés	L'AGROBUSINESS, ÇA SUFFIT ! Comment se passer de l'agro-business pour nourrir l'humanité Manifestation contre les méga-bassines à S <sup>m</sup> -Soline L'agriculture bretonne : laboratoire de l'industrialisation de l'agriculture Hausse des prix : paroles de travailleurs Échos de secteurs (santé, SNCF, Poste, auto...)	400 euros pour tous immédiatement ! Augmentation automatique des salaires dès que les prix augmentent ! Rencontres d'été révolutionnaires Agenda	Urgence révolution ! Face au capitalisme, organisons-nous au NPA ! Rencontres d'été révolutionnaires Agenda	Répression : l'État contre nous Il y a 80 ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie Réforme des lycées professionnels : filières pro exploitation



RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE VERTBAUDET. PARIS, 23 MAI 2023 | CORRESPONDANT



## S'organiser pour renverser le capitalisme

Voilà déjà notre canard, Révolutionnaires, à son deuxième coup de bec. Merci à toutes celles et ceux qui ont acheté, feuilleté, lu avec impatience ou étonnement, parcouru au gré de leurs envies, adoré, critiqué, voire décortiqué le premier numéro de notre journal. Celles et ceux qui, on l'espère, encore plus nombreuses et nombreux, ouvriront ce numéro, bienvenue !

L'occasion d'échanger nos idées, qui défendent l'urgence d'en finir avec ce système capitaliste dont les ravages quotidiens suscitent aux quatre coins de la planète, colères, grèves, manifestations, soulèvements, occupations, révoltes et révolutions. Mais aussi notre rage quand l'État français envoie ses flics et des pelleteuses contre les populations les plus pauvres de Mayotte. Notre indignation quand des néo-nazis défilent cagoulés en plein Paris avec la bénédiction du préfet Nunez. Notre émotion lorsque des bateaux de migrants pourchassés par les garde-côtes aux ordres de Melloni chavirent en Méditerranée. Notre dégoût lorsqu'on prend conscience des dégâts irréversibles causés à la biodiversité par l'agro-business et les multinationales du béton. Notre rancœur vis-à-vis de Macron, Borne et toute leur clique qui ont tant manœuvré pour nous faire avaler la pilule des deux ans ferme supplémentaires pour les bonnes affaires du patronat. Notre détermination à ne rien lâcher, même s'il faut prendre des coups, pour arracher des augmentations de salaires qui permettront de vivre et pas juste survivre.

Notre camp, celui de celles et ceux qui vivent de leur travail ou qui en sont privés, de cette jeunesse qu'on veut enrôler derrière l'armée ou transformer en chair à patrons dès l'adolescence ne manque pas de courage, de détermination à se battre, ne manque pas d'imagination pour envisager un autre avenir que celui promis par le capitalisme mortifère. Mais il lui manque l'organisation. Ce n'est pas une fatalité : la construction de partis révolutionnaires, ici et partout dans le monde, est sacrément urgente. Pour avancer dans cette voie, rejoignez les rangs du NPA ! Et si vous hésitez encore après la lecture de l'article de la page 10, votre participation à nos Rencontres d'été révolutionnaires au mois d'août à Barbaste ne manquera pas d'achever de vous convaincre.

### »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

La direction a eu l'appui sans faille des pouvoirs publics. Appui de la justice qui a donné raison au patron lorsque celui-ci a embauché des intérimaires pour remplacer les grévistes, bafouant la loi sur le droit de grève.

Appui de la police intervenue plusieurs fois contre les grévistes, à la mi-avril et cette semaine. Quant aux trois individus qui ont agressé un militant syndical le 17 mai en se disant de la police et en le traitant de « sale gréviste », difficile de savoir s'ils étaient vraiment de la police, en heures sup', ou s'il s'agissait de nervis patronaux d'extrême droite - ou les deux !

#### RETRAITE, SALAIRE, INDEMNISATION DU CHÔMAGE, UN MÊME COMBAT

Ce comportement de la police, de la justice et de l'appareil d'État au service du patronat, c'est la réplique de ce qu'on a connu tout au long de la lutte contre la réforme des retraites, avec la morgue du gouvernement, les violences de sa police et la partialité de son Conseil constitutionnel - tous ligés pour qu'on se tue au boulot jusqu'à 64 ans, voire 67 ans, pour avoir ses annuités.

Et Macron, qui n'ose plus annoncer à l'avance ses visites de peur d'un concert de casseroles, s'est réfugié à Versailles, le 15 mai dernier, pour recevoir au château une tournée de riches patrons auxquels il a vanté « l'attractivité de la France »

pour les investisseurs. Entendez les salaires bloqués et la précarité qui pourraient tenter, espère-t-il, un Elon Musk.

En guise de « social » et pour éviter aux patrons d'augmenter les salaires, il promet une réduction d'impôts pour « les classes moyennes » : ceux qui, selon lui, seraient « trop riches pour être aidés et pas assez pour bien vivre ». Comme si les salariés les plus pauvres ou ceux qu'on veut faire bosser presque à l'œil pour toucher le RSA étaient aidés. L'aumône en question, de 2 milliards de réduction d'impôts, représenterait tout au plus 75 euros pour chacun. Alors que pour ceux qui sont réellement trop riches, c'est 162 milliards d'aides de l'État aux patrons.

Notre colère qui s'est manifestée depuis janvier est toujours là. Les travailleuses de Vertbaudet en sont la preuve. Elles ne sont pas les seules. C'est le cas des intérimaires à PSA Stellantis, dont la paye est amputée à chaque jour décrété chômé par l'entreprise et qui se rebiffent malgré la menace que fait peser sur eux leur statut précaire ; c'est le cas des cheminots contre la dégradation de leurs conditions de travail ; des postiers pour l'embauche en poste fixe des intérimaires. La lutte contre la réforme des retraites n'est pas finie, la prochaine journée de grève et de manifestation du 6 juin doit être massive, n'en déplaise à ceux qui veulent nous faire taire comme à ceux qui reprennent « le dialogue social » avec des sourds. Nous toutes et tous, salariés ou jeunes révoltés par les injustices de la société et la rapacité du capitalisme, n'avons pas dit notre dernier mot.

• 22/05/2023

**RÉVOLUTIONNAIRES**

NUMÉRO 2 • JUIN 2023 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP EN COURS

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

# ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS ..... 24€

..... OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR VIREMENT

Envoyez un mail à [abonnement@nouveupartiantcapitaliste.fr](mailto:abonnement@nouveupartiantcapitaliste.fr)

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

# CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@nouveupartiantcapitaliste.fr](mailto:courrier.des.lecteurs@nouveupartiantcapitaliste.fr)

PAR MARIE DAROUEN • 21/05/2023

# BATAILLE DES RETRAITES GÉNÉRATION INAPAISABLE : LE 6 JUIN EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

Tout comme celle des rangées de gardes mobiles protégeant le Conseil constitutionnel le 13 avril, les photos des Champs-Élysées barricadés et vidés de toute âme qui vive pour les cérémonies du 8 mai ont fait le buzz. Là non plus, pourtant, aucun trucage. Mais la réalité d'un gouvernement qui a réussi à faire le vide autour de lui. La colère sociale poursuit Macron, Borne et tous leurs congénères aux quatre coins du pays... et même au-delà !



La casserole est devenue une arme fatale. Détournée de son usage quotidien, elle bat aux oreilles des serveurs des intérêts capitalistes le rappel d'une rage qui n'est pas près de s'éteindre. Car, vraiment, non, c'est non ! Deux ans de plus à marnier sous les ordres d'un patron ou d'un chef de service, c'est de l'huile jetée sur le feu d'un ras-le-bol social déjà tellement fort, à cause des salaires de misère, de la précarité débridée, et plus généralement de toute cette économie dédiée aux profits.

Les chiffres historiques des manifestations du 1<sup>er</sup> mai l'ont montré : la loi a beau être promulguée, elle est toujours profondément rejetée par le monde du travail. On ira jusqu'au retrait, chantaient les cortèges. Pas du goût des directions syndicales qui ont fixé la prochaine journée d'action plus d'un mois après, le 6 juin ! Macron ne serait-il pas le seul à vouloir tourner la page ?

Pourquoi cette longue pause d'un mois ? Pour faire pression sur les parlementaires, nous dit l'intersyndicale. Ceux-ci devraient se prononcer le 8 juin sur un projet de loi du groupe Liot qui reviendrait sur les 64 ans. À condition que, d'ici là, le gouvernement n'ait pas utilisé un énième stratagème permis par la Constitution pour interdire ce vote qui, même victorieux, serait immédiatement retoqué par le Sénat ! Quel mécano, quelle perspective ! Les institutions sont taillées sur mesure pour faire passer en force des lois pro-patronales. Seule la rue et les grèves peuvent permettre d'abroger cette réforme scélérate.

Pendant cette longue pause décrétée par en haut, les directions syndicales toujours unies (pour le pire cette fois) sont retournées visiter Matignon les 16 et 17 mai et en sont reparties bredouilles : ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

Il y aura du monde en grève et dans la rue le 6 juin. La préparation de cette journée doit être un point d'appui pour exprimer la colère du monde du travail et relancer à cette occasion, avec les milieux jeunes et salariés qui se sont mobilisés depuis janvier, des assemblées qui permettent de discuter l'état de la mobilisation et les perspectives à lui donner.

Le 3 juin, une réunion nationale se tiendra à Paris à l'initiative de l'AG Interpro 92, un des regroupements de salariés en lutte organisés indépendamment de leur étiquette syndicale et convaincus que c'est aux grévistes de décider démocratiquement ensemble de leurs actions au quotidien. Cette réunion permettra de discuter à une échelle la plus large possible avec les secteurs, syndicats, militantes et militants qui partagent la préoccupation de ne pas laisser les directions syndicales seules maitresses du calendrier et des objectifs du mouvement. Nous en serons pour assurer le succès de ce rendez-vous. Nous serons de celles et ceux qui iront jusqu'au retrait... et plus encore !

PAR MARIE DAROUEEN • 23/05/2023

## POLITIQUE La fuite en avant réactionnaire, fruit pourri de l'offensive patronale

Dès que les banderoles du 1<sup>er</sup> mai ont été remises, que les directions syndicales ont accepté de rencontrer Borne et offert au gouvernement une longue trêve dans les journées d'action, les bruits de bottes ont commencé à saturer l'espace médiatique. Le « parti de l'ordre », ramassis de politiciens qui s'étaient faits discrets pendant la lutte contre la réforme des retraites, rapplique aujourd'hui pour jouer les gros bras contre les plus exploités, en particulier les travailleurs immigrés. Cette fuite en avant réactionnaire est entretenue par le gouvernement Macron qui cherche à sortir de l'isolement politique auquel le mouvement l'a acculé depuis janvier. Elle profite à toutes les nuances de l'extrême droite, dont les nervis néo-nazis qui prolifèrent aux marges du Rassemblement national (RN). Elle est inscrite dans la logique de l'offensive patronale dictée par les nécessités de la concurrence capitaliste. Seule la mobilisation du monde du travail pourra stopper l'engrenage.

### « LE VENTRE EST ENCORE FÉCOND, D'OÙ A SURGI LA BÊTE IMMONDE »

La démonstration de Saint-Brévin (44) est implacable. Le maire, favorable à l'accueil des réfugiés, a alerté depuis des mois sur les menaces qu'il a reçues, sans aucune réaction des autorités. Le 22 mars, des militants violents proches de Zemmour et du RN ont incendié son domicile. Le 9 mai, faute de soutien, l'élu démissionne. Ce geste déclenche finalement les larmes de crocodile de ministres : ils ne dénoncent pas la violence raciste de l'extrême droite, mais les attaques contre les « élus de la République », en les comparant aux casseroles que subissent les députés favorables à la réforme des retraites. Cela débouche sur une proposition de loi sécuritaire de Darmanin qui donne des armes juridiques supplémentaires pour

empêcher toute contestation, sans inquiéter l'extrême droite violente.

Les groupuscules d'apprentis fascistes ne sévissent pas uniquement à Saint-Brévin. Ils étaient plusieurs centaines à manifester dans Paris début mai, accompagnés de cadres du RN. Ils parquent dans de nombreuses villes et n'hésitent pas à faire le coup de poing contre des cortèges d'étudiants, des piquets de grève ou des lieux d'accueil de réfugiés. Il n'y a rien à attendre de la police ou des pouvoirs publics contre l'extrême droite. C'est à nous, travailleurs et travailleuses en lutte, de nous défendre collectivement, en nous organisant et nous serrant les coudes.

### LA POLITIQUE DE MACRON NOURRIT L'EXTRÊME DROITE

C'est le gouvernement qui donne le tempo de cette offensive réactionnaire. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Son opération Wuambushu est appuyée par un déferlement de haine relayé non seulement par le RN, mais aussi par les élites mahoraises locales comme la députée Youssouffa du groupe Liot (auquel toute la gauche syndicale et politique tresse des lauriers pour sa proposition de loi sur les retraites le 8 juin) ou le vice-président du conseil départemental, Mdéré, étiqueté LR ou macroniste au gré des élections.

Le calcul de Macron est que ce tournant réactionnaire pourrait lui permettre de renouer avec LR et rompre l'isolement politique dans lequel le mouvement l'a plongé. LR semble tenté de sortir de son opposition de façade pour rallier la majorité présidentielle sur le thème de l'immigration, mais en imposant un discours encore plus réactionnaire. C'est l'escalade à droite toute, avec un RN ravi, car il compte en tirer profit aux prochaines élections.

Mis en difficulté par le mouvement historique contre sa

réforme des retraites, le gouvernement s'est replié sur son socle électoral fondamental : les franges les plus conservatrices et réactionnaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cet engrenage réactionnaire n'est pas le résultat de choix politiques d'individus, même aussi détestables que Macron, mais la conséquence de l'offensive capitaliste en cours contre le monde du travail.

### TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS : MÊMES PATRONS, MÊMES COMBATS !

Les discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français qui n'a jamais rompu avec son long passé colonial. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat. Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. La rhétorique xénophobe, lorsqu'elle passe dans la loi, fragilise les travailleurs immigrés, rend aléatoire le renouvellement des titres de séjour et produit des sans-papiers dans le but de les livrer aux exigences du patronat le plus exploiteur.

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a donné bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres allument tous les contre-feux xénophobes. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives. Mais nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à changer en nous rassemblant dans nos luttes. La loi Darmanin ne doit pas passer, réaffirmons la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous ! Le 4 juin, dix ans après l'assassinat de Clément Méric par un néo-nazi, le NPA ainsi que de nombreuses associations, partis et syndicats appellent à manifester contre l'extrême droite. Enfin le 6 juin, soyons massivement en grève et dans la rue : depuis janvier, le monde du travail a engagé la riposte. Menons-la jusqu'au bout pour stopper l'escalade raciste et réactionnaire !

PAR RAPHAËL PRESTON • 22/05/2023

## MILITARISME

## PROTECTIONNISME ET MILITARISME : DEUX FACES D'UN MÊME SYSTÈME

Ce samedi 20 mai se tenait à Hiroshima un G7, sommet réunissant les dirigeants de sept États impérialistes occidentaux (États-Unis, Canada, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Japon). Deux faits ont marqué ce sommet. D'une part, un communiqué visant explicitement la Chine, deuxième puissance économique mondiale, affirmant que toute tentative de « coercition économique » aurait « des conséquences ». D'autre part, l'invitation du président ukrainien Volodymyr Zelensky, signal fort envoyé à la Russie.

## MONTÉE DES PROTECTIONNISMES

Le communiqué visant la Chine est la suite logique de la politique protectionniste des États-Unis, initiée par Donald Trump et poursuivie par Joe Biden, avec dernièrement le lancement de l'*Inflation Reduction Act* (IRA), un plan de soutien massif à la production industrielle localisée aux États-Unis. Une politique visant la Chine - le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, s'était plaint en février dernier de « mesures 100 % égoïstes », notamment à propos des restrictions visant les puces électroniques haut de gamme utilisées entre autres dans les applications militaires, mais visant bien d'autres aussi.

C'est d'ailleurs en réaction à l'IRA que le 11 mai dernier Macron a annoncé son « projet de loi sur l'industrie verte », qui prévoit notamment de réserver le bonus écologique sur l'achat d'une voiture aux modèles produits en France. Une mesure destinée à résister à l'industrie américaine, mais également à celle de la Chine.

## ACCÉLÉRATION DE L'ESCALADE MILITAIRE

Cette concurrence acharnée provoque une montée du protectionnisme économique accompagnée d'une augmentation des tensions militaires entre puissances impérialistes. L'année 2022 représente la huitième année consécutive de hausse pour les inves-

tissements dans les armées, estimés à 2240 milliards de dollars. Les dépenses en Europe ont dépassé leur niveau de la fin de la guerre froide. À eux seuls, les États-Unis ont représenté 39 % des dépenses mondiales en 2022. Avec la Chine, numéro deux (13 %), ils représentent plus de la moitié des investissements militaires du globe. Rien que pour l'année 2023, les États-Unis ont augmenté leur bud-

« La spirale militaire et guerrière entraîne une déstabilisation ou réorganisation des relations (et concurrences !) économiques. »

get militaire de 8 %, et la Chine de 7,2 %. En France, la loi de programmation militaire, actuellement discutée à l'Assemblée nationale et au Sénat, planifie 413 milliards d'euros de dépenses militaires jusqu'en 2030.

En Ukraine, l'annonce de la prochaine grande contre-offensive par Kiev, à qui les USA et leurs alliés continuent de fournir moult armements, renforce l'arrière-plan d'affrontement entre les États-Unis et la Russie. Joe Biden se déclare désormais favorable à la livraison de chasseurs F16 à l'Ukraine (par d'autres que les USA). Des officiers des-

tinés à encadrer cette contre-offensive ont été formés au Royaume-Uni. Côté océan Pacifique, les derniers mois ont été le théâtre d'incidents entre la Chine et les États-Unis, notamment en février quand ces derniers ont abattu un ballon chinois qu'ils accusaient d'espionner leur territoire.

## DES CONTRADICTIONS AU SEIN DES BLOCS

Ce processus de montée des tensions fait sans doute apparaître des « blocs », mais les choses ne sont pas aussi simples. La spirale militaire et guerrière entraîne une déstabilisation ou réorganisation des relations (et concurrences !) économiques. Ainsi, depuis la mi-avril, une sérieuse guerre économique se livre en Europe de l'Est entre d'un côté la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie, de l'autre l'Ukraine, à propos des céréales et autres productions agricoles ukrainiennes, qui s'écoulent désormais vers l'ouest, faisant une concurrence estimée intolérable à ces pays... pourtant fervents soutiens de Kiev contre la Russie. Et ces pays de prendre des mesures protectionnistes... contre l'Ukraine.

Comme Macron en France, les dirigeants de ces pays présentent ces mesures protectionnistes comme destinées à aider la population. Comme si le monde du capital, appuyé sur les béquilles étatiques, et le monde du travail avaient des intérêts économiques et politiques communs. De toute évidence, les tensions entre puissances capitalistes s'aggravent. Montée des protectionnismes, bruits de botte : au xx<sup>e</sup> siècle, cela avait conduit à deux guerres mondiales. Bien sûr, aujourd'hui, aucun mécanisme inexorable ne s'est enclenché. Mais le simple fait que toutes les grandes puissances se préparent à une multiplication des conflits montre l'urgence d'une intervention indépendante de la classe ouvrière. Pour les travailleurs et les peuples, l'issue ne réside certainement pas dans les protectionnismes, mais bien au contraire dans la lutte résolue contre les plans des capitalistes.

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 22/05/2023

MANIFESTATION CONTRE L'OTAN. | STRASBOURG, AVRIL 2009 | PHOTOTHÈQUE ROUGE



## MILITARISME Hiroshima leur amour ?

« Les dirigeants du G7 [...] ont uni leurs cœurs pour consoler les âmes des victimes », a déclaré le ministre japonais des affaires étrangères, alors que les chefs d'État ou de gouvernement de sept des plus grands pays industriels (Chine et Russie n'étaient pas parmi les invités) avaient choisi Hiroshima pour tenir leur sommet, la ville sur laquelle fut larguée en août 1945 par les États-Unis la première bombe atomique.

140 000 morts d'un seul coup, sans compter ensuite les morts lentes et les victimes de séquelles à vie, pour arrêter la guerre par un ultime massacre, le plus moderne de l'époque ? Que non. Le Japon avait déjà proposé sa reddition. Mais il ne fallait pas finir la guerre sans tester la nouvelle invention atomique. Permettre ainsi à l'armée américaine de débarquer en conquérante et non en libératrice, de terroriser la population japonaise

pour lui faire accepter tous les sacrifices des années de reconstruction à venir. En même temps qu'on pactisait avec l'empereur du Japon, le même qui avait fait la guerre aux côtés d'Hitler, et qu'on le maintenait respectueusement au pouvoir, pendant que les entreprises américaines y implantaient leurs bonnes affaires, et qu'à leur ombre les multinationales japonaises y reprenaient les leurs.

Sommet du cynisme que d'avoir choisi cette ville pour se retrouver 78 ans plus tard, de la part de ces dirigeants impérialistes qui, sous prétexte d'aide à l'Ukraine confrontée à l'agression russe, augmentent leurs budgets et menaces militaires sur le monde. Zelensky y a d'ailleurs fait son apparition. Macron y a appelé à un « nouveau pacte financier », avant de s'envoler pour la Mongolie, alléché par les mines d'uranium de ce pays.

PAR O.B. • 22/05/2023

## ÉTATS-UNIS PING-PONG XÉNOPHOBES ENTRE TRUMP ET BIDEN

Panique début mai au pays le plus riche du monde : 1 500 militaires supplémentaires ont été dépêchés en renfort pour porter à 25 000 les effectifs des forces de sécurité (police et armée) qui surveillent la frontière mexicaine. C'est que le mur de béton, les no-mans-land et barbelés que Trump avait entrepris de déployer ne couvrent pas encore les 3 000 kilomètres de frontière entre les deux pays. Et la loi d'exception prise pendant l'épidémie de coronavirus, permettant d'expulser pour raison prétendument sanitaire tous les migrants entrant dans le pays, venait à échéance jeudi 11 mai à minuit. Il ne fallait pas laisser aux dizaines de milliers de migrants se pressant à la frontière, Mexicains ou venus de bien plus loin pour fuir la misère de l'Amérique centrale ou du sud, le moindre créneau permettant de s'infiltrer aux USA et d'y demander l'asile, la moindre brèche entre l'heure d'expiration de la loi

Covid de Donald Trump et l'heure d'entrée en vigueur de la nouvelle loi que Joe Biden vient de promulguer. Une loi qui durcit les conditions du demande de droit d'asile, facilite les expulsions et bannit pour au moins trois ans tout migrant qui s'est vu refuser déjà une fois la présence aux USA.

L'Europe riche a sa Méditerranée comme cimetière pour les migrants qui tentent de la rejoindre en embarcations de fortune. Les États-Unis ont leur Rio Grande où meurent régulièrement ceux qui tentent leurs chances vers le nord. Ces États-Unis ne sont pourtant peuplés que de fils et filles de migrants, qui en ont jadis exterminé les populations autochtones pour en faire leur eldorado. Certes un eldorado capitaliste où l'immense majorité, même de visages pâles, a subi et continue de subir l'exploitation sauvage.

PAR O.B. • 22/05/2023



CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU FORUM MILITAIRE « ARMY 2015 ». | RUSSIE, JUIN 2015

## RUSSIE Que Poutine et sa politique guerrière dégagent !

L'horreur de la guerre livrée par la Russie en Ukraine connaît un nouvel épisode avec la prise revendiquée de Bakhmout – entre autres par des contingents de la milice Wagner, dirigée par l'homme d'affaires et voyou Prigojine, ami et concurrent de Poutine, spécialiste de la levée de troupes dans les prisons. Poutine crie victoire : son offensive guerrière a transformé une ville de 70 000 habitants en un tas de ruines. Les dirigeants de l'Ukraine crient victoire aussi, contents du prix fort payé par la Russie en vies humaines, ce qui leur donnerait de meilleures chances pour leur contre-offensive annoncée. C'est l'enfumage sur les véritables rapports de force.

Plus d'un an après son invasion guerrière de l'Ukraine, l'armée russe occupe une bonne partie de l'est du pays, se taillant même au sud un accès renforcé à la mer Noire. La guerre est donc loin d'être terminée, les travailleurs d'Ukraine loin d'être libérés de l'occupant, loin aussi d'être débarrassés d'un régime défenseur des capitalistes nationaux, qui leur fait croire que leur meilleure arme serait l'aide militaire occidentale. On voit les bénéfices des marchands d'armes, d'hydrocarbures ou de céréales mondiaux. On voit plus mal comment les exploités d'Ukraine pourraient l'emporter sans une politique indépendante de classe, entre autres de désorganisation politique du front adverse en s'y trouvant des alliés.

### PROPAGANDE ET RÉALITÉ

L'ambition impérialiste de Poutine, de dominer l'espace de l'ex-empire tsariste par la guerre ouverte et d'autres moyens de pression économique et politique, ébranle les marges de la fédération de Russie. La jeunesse de Géorgie a massivement manifesté, en mars dernier, contre un gouvernement subissant à ses yeux la pression de Poutine. En Russie même, le nationalisme et le militarisme exacerbés sont loin d'être partagés dans la population. Les perfectionnements incessants de l'arsenal répressif renforcent certes la peur, mais l'ingéniosité fleurit pour répandre des « Non à la guerre ! ». Surtout face à l'hécatombe des fils et compagnons sur les fronts. Des enquêtes précisent que « *les adhérents à la guerre sont riches et âgés tandis que les partisans de la paix sont précaires et jeunes, quel que soit leur niveau d'études.* »<sup>1</sup>.

Près d'un million de Russes ont fui leur pays. Par vagues successives. Dès l'invasion de l'Ukraine en février 2022 et contre celle-ci. Puis contre la mobilisation de masse de septembre 2022 et l'instauration d'un contrôle informatif des recrutements. L'exil s'est fait vers l'Europe mais aussi par dizaines de milliers vers la Géorgie, l'Arménie, le Kazakhstan où la langue russe est encore largement pratiquée, ou vers la Turquie où sont nés des foyers d'opposants. Certains sont partisans de figures « libérales » emprisonnées (Navalny, Kara-Mourza ou Iachine) qui postulent à la succession de Poutine. D'autres sont des militants de gauche et d'extrême gauche attentifs aux réactions ouvrières. Des camarades du RSD<sup>2</sup> rapportent la répression policière contre une grève récente de travailleurs d'une usine automobile d'Oulianovsk (dans la moyenne Volga), accusés de sabotage sous prétexte que l'entreprise travaillait pour la défense. La lutte de classe n'a pas perdu ses droits.

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui, au nom des intérêts des travailleurs de la fédération de Russie et d'Ukraine, militent pour que Poutine et sa politique guerrière dégagent. Hors d'Ukraine les troupes russes ! Sans être aveugles à la façon dont les puissances occidentales attisent les braises de cette guerre pour leurs intérêts économiques et géopolitiques.

PAR MICHELLE VERDIER • 23/05/2023

## TURQUIE LE BOUCHER BACHAR EL-ASSAD, RÉ-ADOUBÉ PAR SES SEMBLABLES

« Nous sommes heureux d'accueillir le président Bachar al-Assad à ce sommet », a déclaré le prince saoudien Mohammed ben Salmane à l'ouverture à Djeddah, vendredi 19 mai, du sommet de la Ligue arabe, une organisation régionale qui réunit 22 pays arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le même jour, au nord de la Syrie, à Azaz, ville qui échappe encore au régime syrien et se trouve dans la zone contrôlée par la Turquie, quelques centaines de manifestants protestaient contre cette réhabilitation du régime qui avait été exclu de ces sommets depuis 2011. « Le peuple veut la chute du régime », était leur slogan. Le peuple, oui, mais aucun des chefs d'État de la planète. Bachar el-Assad est réadmis parmi les siens – après quelques guerres et massacres contre les peuples dans lesquels tous ont trempé.

Il ne faut pas oublier que, en 2011, alors qu'el-Assad était aux prises avec un soulèvement populaire, l'Arabie saoudite de son côté envoyait ses troupes réprimer sauvagement l'insurrection naissante au Bahreïn. Et ne parlons pas de son actuelle guerre au Yémen. Lorsque le régime d'Assad semblait mal en point face à la révolte, puis incapable de maîtriser le chaos qu'avait provoqué sa répression, la même Arabie saoudite, les puissances régionales voisines, mais aussi les grandes puissances impérialistes, ont toutes cherché, en soutenant telle ou telle force, par quel régime à leur botte elles pourraient remplacer la dictature syrienne vacillante. Ce n'était pas le sort du peuple syrien qui les préoccupait. Et elles ont toutes fini par se rallier à la solution que la Russie avait promue, la destruction d'Alep sous les bombes à l'appui de la remise en selle du régime d'Assad.

Après plus de dix ans de guerre, 500 000 morts, douze millions de déplacés, dont la moitié émigrés à l'étranger, les mêmes passent l'éponge puisque l'ordre est rétabli, leur ordre de la misère et des cimetières. Une seule chose les préoccupe : les six millions de réfugiés, dont 1,2 million au Liban, 3,5 millions en Turquie, 640 000 en Jordanie, que chacun de ces pays voudrait renvoyer au plus vite dans la Syrie dévastée. En juillet dernier, le gouvernement libanais annonçait un premier plan de rapatriement en Syrie de 15 000 réfugiés. En Turquie, la question a fait l'objet des surenchères de la campagne électorale. Erdogan, qui a commencé ses expulsions de force dès 2022, avait fait du retour « volontaire » des réfugiés syriens dans leur pays une de ses promesses de campagne. Son concurrent, Kemal Kılıçdaroglu en a rajouté, promettant de renvoyer tous les réfugiés en Syrie en moins de deux ans et d'offrir aux entreprises turques le marché de la reconstruction de logements et écoles (quelle générosité !) avec l'argent de l'UE. Et, si les Européens refusent de financer, « *je le regrette, mais nous ouvrirons les portes. Ils pourront aller où ils veulent* ». La même menace qu'avait brandie Erdogan en 2020 pour monnayer auprès de l'UE les camps où il parquait les réfugiés syriens.

Dans cette réconciliation avec le régime d'Assad, la France n'est pas en reste : le 9 mai dernier, après 12 ans d'absence, un homme d'affaires syrien était invité à représenter son pays à un sommet économique franco-arabe qui se tenait dans les locaux du Medef. Il faut « *regarder l'avenir et voir comment reprendre contact à la fois politiquement et économiquement* » avec la Syrie, commentait le président d'honneur du forum économique (CCFA) organisant le sommet, Hervé de Charrette, ancien ministre.

PAR OLIVIER BELIN • 22/05/2023

1. Mediapart, « En Russie, "les couches populaires portent le fardeau de cette guerre qui enrichit les capitalistes" », [www.mediapart.fr/journal/international/210523/en-russie-les-couches-populaires-portent-le-fardeau-de-cette-guerre-qui-enrichit-les-capitalistes](http://www.mediapart.fr/journal/international/210523/en-russie-les-couches-populaires-portent-le-fardeau-de-cette-guerre-qui-enrichit-les-capitalistes)

2. Mouvement socialiste russe, groupe lié à la IV<sup>e</sup> Internationale, qui possède une boucle Telegram.

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire : [www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



## ÉCONOMIE

# L'agrobusiness, ça suffit !

La contestation de ces derniers mois est allée bien au-delà du refus de la réforme des retraites. Le capitalisme sévit aussi dans les zones rurales au détriment des petits paysans (ceux qui subsistent), de la population locale et de la biodiversité. Sans oublier l'aménagement capitaliste du territoire. De quoi susciter des résistances et des mobilisations populaires qui vont bien au-delà d'une simple prise de conscience écologique, et qui rejoignent la lutte de classe contre ce système d'exploitation.

## Comment se passer de l'agrobusiness pour nourrir l'humanité

Le modèle agricole actuel s'est développé en France dans les années soixante. Il s'agissait avant tout de faire du pays une grande puissance agricole industrielle, concurrentielle sur le marché mondial.

### UN « TOUJOURS PLUS » AGRICOLE, QUI EMPOISONNE LE VIVANT...

En France et partout dans le monde, le bilan de l'agriculture « conventionnelle » et de l'agro-industrie fait froid dans le dos : épuisement des sols, pollution de l'environnement et de l'eau, empoisonnement chronique de la population par les résidus de pesticides, excès de sucres et de graisses saturées. L'obésité est devenue une des principales maladies chroniques dans le monde, tandis que plus de 800 millions de personnes sont victimes de la faim<sup>1</sup>.

### ... POUR ENGRAISSER LES GRANDES ENTREPRISES

Pendant l'agriculture profite aux grandes entreprises du secteur agricole et de l'agro-alimentaire, aux équipementiers, semenciers, et bien sûr aux grandes coopératives et distributeurs. L'industrie agro-alimentaire est le secteur le plus important en France en termes de salariés. Dans le monde, il est dirigé par une poignée de multinationales, dont Cargill, Nestlé, Pepsico sont parmi les dix premières.

### UNE AUTRE AGRICULTURE EST POSSIBLE... SANS LE CAPITALISME !

Pour changer l'agriculture tout en lui permettant de nourrir l'humanité, les solutions techniques existent et sont nombreuses. En sachant que les dernières recherches scientifiques et le « progrès », ça ne veut pas dire toujours plus de gadgets technologiques, de chimie, d'énergie pour « contrôler la na-

ture ». Au contraire. Les recherches les plus récentes en biologie et sur les écosystèmes en témoignent. Il y a quantité d'exemples de systèmes agroécologiques, sans pesticides, limitant le travail du sol. Mais la logique à court terme du marché lisse toute initiative.

Or, nombre d'agriculteurs et de travailleurs agricoles aimeraient travailler sans s'épuiser ni se ruiner la santé, tout en produisant de la nourriture de qualité. Nous pourrions organiser l'agriculture de façon beaucoup plus rationnelle, en tenant compte des rythmes du sol et de l'environnement, en prenant soin de la biodiversité. Beaucoup d'absurdités liées au profit disparaîtraient, comme les transports dans le monde entier d'aliments que l'on pourrait produire localement, la surproduction de viande (de mauvaise qualité qui plus est), la monoculture sur des milliers d'hectares de plantes certes très productives, mais aussi très fragiles.

Le travail agricole pourrait prendre une forme beaucoup plus coopérative, plus en lien avec la recherche scientifique, pour privilégier les meilleures pratiques et surtout aider à leur mise en application. Et pour que l'humanité puisse manger à sa faim et saine-ment dans 20 ans, il faut qu'elle prenne soin de l'eau, des sols, de tout le vivant, maintenant. La révolution agricole du 21<sup>e</sup> siècle devra s'opposer aux vrais profiteurs du système agricole actuel, pour leur reprendre le volant et décider de quelle agriculture nous avons vraiment besoin.

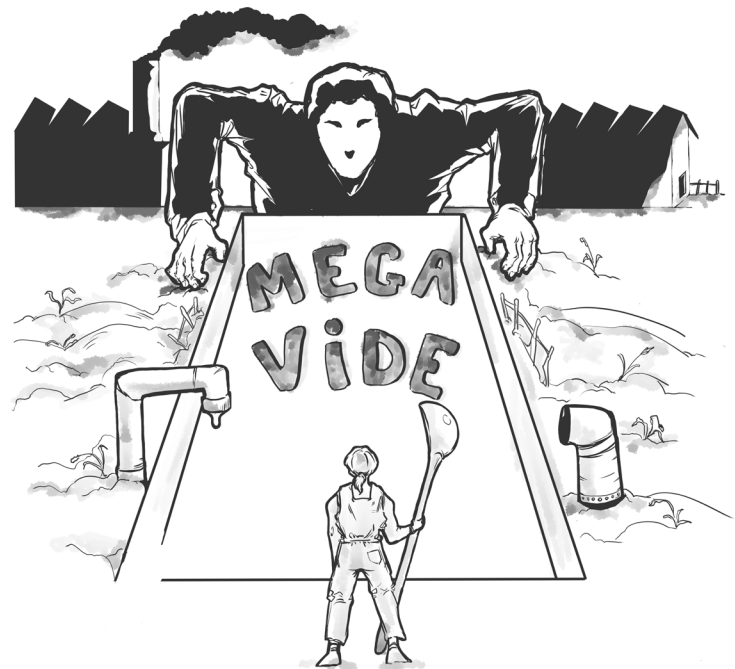
PAR JEAN EINAUGIC • 22/05/2023

## 23-26 MARS 2023 : 30 000 MANIFESTANTS À SAINTE-SOLINE CONTRE LES MÉGA-BASSINES

À Sainte-Soline (en Nouvelle-Aquitaine), 30 000 manifestants remettent en cause le détournement de l'eau par l'agro-industrie. Ils soutiennent ceux qui mènent ce combat localement depuis plus de 30 ans, qui ont vu le Marais poitevin perdre les deux tiers de sa surface, qui ont dénoncé devant les tribunaux le pompage de l'eau des nappes phréatiques pour une minorité d'agriculteurs produisant du maïs (travaux financés à 70 % par de l'argent public), qui ont demandé un moratoire pour pouvoir mesurer l'impact de ces méga-bassines. Fin de non-recevoir de l'État, de la FNSEA. Alors oui, on comprend la détermination des manifestants, des jeunes et moins jeunes, s'opposant avec lucidité contre ces dominants qui mènent la planète au bord de l'effondrement.

Les tenants du pouvoir ont répondu par une violente répression et par la menace de dissoudre Les Soulèvements de la Terre. À ce jour (15 mai 2023), 99 600 personnes et organisations se sont déclarées solidaires en signant la tribune « Nous sommes les soulèvements de la terre » et plus de 110 comités se sont créés : « Ce qui repousse partout ne peut être dissout. » Avec, disent-ils, une pensée particulière pour les victimes et blessés de nos différentes luttes. Le combat continue.

PAR ÉLISE MOUTIERS • 22/05/2023



### >> POUR EN SAVOIR PLUS

Vous trouverez les articles suivants dans le dossier complet sur le sujet, sur le site du NPA : [www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr) :



>> Quelques pontes de l'agrobusiness qui font leur beurre • 22/04/2023

>> Céréales et flambée des prix spéculative en 2022 • 12/02/2023

>> Néonécotinoides : sauver les betteraves ou les profits ? • 16/02/2023

>> Après les agro-carburants, l'agrivoltaïsme : la transition énergétique sur le dos des terres agricoles • 25/03/2023

>> Le bio, outil marketing du capital ou vraie alternative ? • 16/02/2023



# L'AGRICULTURE BRETONNE, LABORATOIRE DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE

À LIRE : *SILENCE DANS LES CHAMPS*, DE NICOLAS LEGENDRE



Nicolas Legendre<sup>1</sup>, fils de paysans bretons devenu journaliste et auteur de documentaires, a essayé de comprendre comment la Bretagne des années 1960 est devenue le premier territoire agricole de France, donnant naissance à l'agro-industrie. Après sept ans d'enquête, en s'appuyant sur près de 300 témoignages, il montre comment la plupart des agriculteurs ont été piégés : par toujours plus d'investissements pour se moderniser, encouragés par l'État (prêts bonifiés, défiscalisation), par les chambres d'agriculture, les coopératives (qui vendent les aliments pour le bétail ou achètent leur production), par les fabricants d'équipements agricoles, les banques (Crédit agricole).

## Témoignage d'un éleveur de porcs dans les Côtes-d'Armor :

« *J'en suis à 100 % d'endettement. La coopérative paie mal, et c'est à l'éleveur de trouver les moyens de subsister. Dans le même temps, les dirigeants se font mousser en achetant des filiales un peu partout... On nous dit : "Vous n'êtes pas contents ? Allez bloquer les supermarchés !" »*

# FACE À L'AMÉNAGEMENT CAPITALISTE DU TERRITOIRE, MOBILISATIONS CONTRE DEUX PROJETS AUTOROUTIERS INUTILES

Le 22 avril dernier, 8200 personnes manifestaient entre Toulouse et Castres contre le projet de l'autoroute A69. Aux « No Bassaran » de Sainte-Soline, faisaient écho cette fois les « No Macadam ».

Deux semaines plus tard, cela se passait à Léry (Eure), à une vingtaine de kilomètres de Rouen. Du 5 au 8 mai, le festival « Des bâtons dans les routes » qui se tenait pour dénoncer et empêcher la construction d'une nouvelle autoroute payante autour de Rouen, fut un énorme succès. Baptisé faussement « Contournement Est », le projet de l'A133-A134, vieux de 70 ans, suscite de plus en plus de rejet parmi la population, et pour cause : bétonisation, destruction des espèces, des surfaces de forêt, des captages d'eau, des surfaces cultivables. 41 kilomètres d'autoroute, 8 viaducs, 10 échangeurs... pour 1,5 milliard d'euros d'argent public ! Un grand projet inutile... sauf aux capitalistes comme Vinci. Moins de camions dans l'agglomération rouennaise ? Il faudrait déjà redonner la priorité au fret ferroviaire et fluvial ! La présence des Soulèvements de la Terre au festival avait affolé les autorités préfectorales, qui voulaient faire survoler la zone par des drones. La contestation en référent a été gagnée vendredi 6 mai, premier jour du rassemblement. Plusieurs milliers de personnes ont donc pu participer au festival sans être survolées par les espions



de Darmanin. Dimanche 8 mai, l'envahissement des voies de l'autoroute de Normandie, près d'Incarville, par plusieurs centaines de manifestantes et manifestants, au nez et à la barbe de deux compagnies de CRS, a été un des moments les plus marquants du week-end. Munis de branchages en guise de barricades symbolisant leur combat, elles et ils se sont repliés dans la profondeur de la forêt de Bord, laissant les CRS débayer les voies. L'avertissement est donné : si les travaux démarrent, la forêt sera occupée, une nouvelle ZAD verra le jour.

PAR MARIE DAROUEN • 21/05/2023

Et quand certains paysans veulent échapper à ce piège, l'enquête montre comment des pressions insidieuses poussent à courber l'échine, au silence, à continuer à travailler pour rembourser ses dettes, jusqu'à l'épuisement... jusqu'au suicide<sup>2</sup>. Et ceux, paysans, élus, associations écologistes ou journalistes qui dénoncent les mécanismes de cette agriculture productiviste sont menacés (comme Morgane Large, journaliste de Radio Kriev Breizh) : coups de fils nocturnes, chien intoxiqué, boullons d'une roue de sa voiture dévisés...

C'est à ce prix que la Bretagne est devenue une des principales régions productrice d'Europe, en viande, lait et légumes. Les grossistes, les entreprises de transformation,

de transport, la grande distribution se sont développés, toujours dans la course à la compétitivité donc au profit, pour conquérir de nouveaux marchés locaux et mondiaux.

Ce cercle se dit « vertueux » pour les firmes transnationales, les notables locaux et les politiciens qui le contrôlent. Mais il est mortifère pour la majorité des agriculteurs qui sont piégés par l'endettement. Pour les salariés dont le gagne pain dépend de tout cet édifice économique. Pour les consommateurs et la population également victimes de la pollution de l'environnement<sup>3</sup> qu'il induit et qu'on retrouve dans notre alimentation. Ce mode agricole capitaliste est une impasse !

PAR E.M. • 22/05/2023

1. *Silence dans les champs*, Nicolas Legendre, Arthaud, 2023, 352 p., 20 €.

2. 529 suicides ont été dénombrés en 2016.

3. *Algues vertes, l'histoire interdite*, Inès Léraud bande dessinée, 2020.

# Automobile : une transition vers l'électrique sur le dos des salariés

Le 30 mai, Macron inaugurera la nouvelle usine de batterie ACC à Douvrin, un coup de comm' censé donner à sa « bataille de la réindustrialisation » une petite coloration écolo. Un enfumage évident. Car la transition du secteur automobile vers l'électrique réduira certes les émissions polluantes, mais cela ne fera que déplacer le problème, puisqu'il faut bien la produire cette énergie électrique. En France, près de 70 % est d'origine nucléaire ; dans le monde, elle reste majoritairement d'origine fossile.

Sans parler de la pollution liée à l'extraction des métaux nécessaires aux batteries. Ni de l'impact écologique de la production de dizaines de millions de véhicules, puisque la vente de voitures thermiques ne s'arrêtera dans l'Union européenne en 2035. Bref, l'électrique n'est pas la solution à la crise climatique. Mais l'enjeu est ailleurs... Après des années d'hésitation, les industriels ont choisi de se mettre au « vert » pour poursuivre leur juteux business. Les constructeurs européens sont d'ailleurs en retard sur leurs concurrents, comme le chinois BYD ou l'américain Tesla. Ils réclament donc des efforts à leurs salariés et des subventions publiques à l'État pour revenir dans la course, sur fond de chantage à l'emploi. Expert en management agressif pour accroître l'exploitation, le PDG de Stellantis, Carlos Tavares, est passé maître dans l'art de faire payer les États pour qu'ils financent cette transition, parfois en la critiquant durement : « *Il y avait des solutions plus efficaces pour protéger la planète et moins coûteuses pour la société.* » À 25 000 euros minimum la bagnole, les travailleurs auront effectivement bien du mal à se payer une voiture « propre ». Mais le patron qui se paie 65 000 euros par jour est-il devenu altruiste et écolo ? Non, ce qui préoccupe Tavares, c'est de maintenir les bénéfices, qui ont explosé en 2022 (16,5 milliards d'euros !). Comment écouler des voitures électriques chères alors que les salaires stagnent ? Si les patrons râlent, c'est pour réclamer encore plus d'argent public, sous forme d'aides à l'achat ou aux investissements. Les 350 milliards d'euros prévus par l'UE et les 450 milliards du plan de subvention *Inflation Reduction Act* de Biden ne leur suffisent pas. D'où les coups de pression comme celui de Stellantis, qui vient d'interrompre le chantier d'une usine au Canada pour réclamer des subventions équivalentes aux 13,2 milliards que les autorités ont déjà

promis à Volkswagen. La facture de cette avalanche d'argent public est déjà présentée au monde du travail, par exemple avec la réforme des retraites qui vise (entre autres) à donner des gages aux marchés financiers face à la hausse des dépenses de l'État... qui finissent dans la poche du patronat.

Du point de vue des salariés, la transition vers l'électrique, c'est aussi une aggravation de l'exploitation : chômage partiel, externalisation d'activités, suppressions de postes... Après les 15 000 postes supprimés dans le monde par Renault en deux ans, c'est Stellantis qui en prévoit 2 000 en Italie et 2 600 en France. C'est 5 000 chez General Motors et 6 800 chez Ford, pour cause de transition vers l'électrique. Sans parler de tous les sous-traitants liquidés avec leurs salariés par les constructeurs ces dernières années. Une hémorragie qui alimente le chantage à l'emploi pour faire pression sur les travailleurs. C'est sous prétexte de transition énergétique que le groupe Renault a été divisé en cinq nouvelles entités fin 2022. Un démantèlement qui permet à sa direction de transférer les salariés vers des filiales pour tailler dans les effectifs et renégocier les accords d'entreprise à la baisse pour rogner sur les salaires ou les conditions de travail.

La voiture électrique ne résoudra pas la crise écologique. Elle entraînera des restructurations, des attaques contre les salariés et des subventions au patronat. Pour l'instant, les capitalistes et les États à leur service imposent leur agenda. Aux salariés de mettre en avant leurs exigences contre les ravages de l'organisation capitaliste de la production, et même d'en revendiquer le contrôle, seule solution pour tenir compte des conséquences sociales, écologiques et humaines des choix technologiques.

BRANCHE AUTO DU NPA • 22/05/2023

# INFLATION Hausse des prix : paroles de travailleurs

Depuis 2021, les prix ont connu une forte augmentation, particulièrement les prix de l'énergie, de l'alimentation et les loyers, des postes qui pèsent lourd dans les budgets des classes populaires : 16,3 % d'augmentation sur les produits alimentaires en mars par rapport à l'année précédente. Comme les salaires et pensions n'ont pas du tout suivi, les conséquences sont immédiatement sensibles : une enquête récente du Crédoc indique que la part des personnes déclarant ne

pas manger à leur faim a progressé de 12 à 16 % entre juillet et novembre 2022.

Le ralentissement de la hausse des prix risque de ne se voir que dans les chiffres officiels et pas dans la réalité : l'inflation est calculée sur les douze derniers mois et les prix ont brutalement flambé dès mars 2022. Les pourcentages de hausse peuvent donc automatiquement diminuer sans pour autant que les prix baissent.

PAR SABINE BELTRAND • 20/04/2023

1. Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie : [www.credoc.fr/publications/en-forte-hausse-la-precarite-alimentaire-sajoute-a-dautres-fragilites](http://www.credoc.fr/publications/en-forte-hausse-la-precarite-alimentaire-sajoute-a-dautres-fragilites)

## Compilation de quelques témoignages :

>> *J'évite d'emmenner mes enfants avec moi au supermarché, ils demandent toujours un petit truc pour leur faire plaisir, c'est compréhensible. Je ne veux pas avoir honte de leur refuser parce que je n'ai plus assez d'argent alors que je travaille toute la semaine.*

VINCENT\*, OUVRIER DU BÂTIMENT

>> *On leur paie le festin, et on mange les restes. On ne va tout même pas devoir voler pour vivre dignement ?*

AMINE\*, OUVRIER DU BÂTIMENT

>> *Le problème à la SNCF, c'est que les salaires sont trop bas à l'exécution, quel que soit le service. On arrive à sortir un peu la tête de l'eau, mais c'est grâce aux différentes primes qui constituent une importante partie de la paie : horaires de nuit et du week-end, travail en trois-huit, déplacements, découchés, astreintes, etc. Récemment, la direction a autorisé le paiement d'une partie des RTT des roulants. Dans les salles de pause, ça discute de l'intérêt de faire la demande de paiement de ces repos : ça permettra peut-être de partir quand même en vacances malgré la dizaine de journées de grève depuis le début de l'année. La direction s'accommode bien de ce cadeau empoisonné : d'un côté, ça lui permet de ne pas augmenter suffisamment les salaires et de l'autre, cela convertit en argent des repos des agents... c'est donc nous faire travailler plus !*

YANIS\*, CONTRÔLEUR

>> *Il y a bien les primes qui permettent de mettre un peu de beurre dans les épinards, même si on ne peut pas toujours compter dessus. La participation, notamment, a été importante cette année. Et pour cause, les bénéficiaires de la boîte sont au beau fixe ! Souvent les collègues la font tomber, comme d'autres primes trimestrielles, sur un compte-actionnariat qu'on ne peut toucher qu'au bout de cinq ans ou pour les grandes occasions. Mais, cette année, nombreux sont ceux qui ont choisi de faire verser la partie légale sur leur compte en banque. « Là, j'en avais vraiment besoin. »*

CHARLOTTE\*, VENDEUSE

>> *À la maintenance dans les ateliers RATP, il y a un vrai décalage entre nos responsabilités, la technicité de notre travail et notre niveau de rémunération. C'est pour ça qu'on s'est mobilisé, entre octobre et janvier. « On ne peut pas faire grève parce qu'on n'en a pas les moyens », pensaient certains. Un vrai dilemme : participer à la lutte - avec l'espoir de gagner, ou bosser plus pour pouvoir continuer d'honorer un maximum de dépenses ? Serrer d'un cran de plus sa ceinture, celle de sa femme et celle de ses gosses, celle de ses vieux ? Parce que l'on n'est pas absolument sûrs d'être légitimes à payer le crédit pour la maison et à se payer des vacances... ça fait des nœuds au cerveau et ça travaille les tripes.*

SEB\*, OPÉRATEUR DE MAINTENANCE RATP

# SALAIRES 400 EUROS POUR TOUS IMMÉDIATEMENT ! AUGMENTATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES DÈS QUE LES PRIX AUGMENTENT !

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, déclarait en janvier dernier : « Il ne faut pas courir le risque d'avoir des salaires qui augmentent, puis des prix qui augmentent tout autant, puis des salaires qui augmentent. » sur France Cinq.

Inutile de dire que les patrons l'ont écouté ! Résultat : les salaires n'ont pas bougé, mais les prix ont continué à flamber parce que la vraie raison de la hausse des prix de l'alimentaire, c'est que les Carrefour et autres Casino ont gonflé leurs marges bénéficiaires pour anticiper, prétendent-ils, les hausses chez leurs fournisseurs.

Pour le gouvernement et le patronat, plus l'augmentation des salaires est différée, plus les salaires réels auront baissé. Ils utilisent donc l'inflation comme une arme pour baisser les salaires réels. C'est bien pourquoi il nous faut réclamer 400 euros pour tous immédiatement et l'augmentation automatique des salaires en fonction de la hausse des prix.

PAR J.-J.F. • 20/04/2023

////////////////////////////////////

>> *Dans la librairie où je travaille, un livre peut prendre cinquante centimes, un, deux, cinq voire dix euros du jour au lendemain. C'est le résultat de l'inflation générale sur le prix du papier et de l'encre, mais qui profite aussi aux grandes maisons d'édition et aux gros distributeurs. Et ces augmentations contrastent avec nos salaires qui s'approchent du Smic. À tel point qu'une fois le frigo rempli, les salariés ne peuvent plus acheter les livres qu'ils ont eux-mêmes mis en rayon. En octobre, on a fait grève. Une première dans l'enseigne ! On n'a pas gagné en une journée, mais ça a donné confiance aux libraires qui savent maintenant qu'il est possible de recommencer.*

GAËTAN\*, EMPLOYÉ DE LIBRAIRIE

>> *Dans le magasin où je travaille, les discussions sur les prix et le coût de la vie, y compris avec les clients, c'est tous les jours. Avec les collègues aussi : des prix qui changent, à la hausse ou à la baisse au gré des promotions, opérations commerciales, ou du cycle de vie des produits, c'est normal. Mais là, impossible de ne pas voir une hausse généralisée. « Tu as vu, tous mes premiers prix ont augmenté ! De 5 à 6 euros, de 6 à 8 euros... ça fait un sacré pourcentage ! » « Moi, toutes mes chaussures à 25 euros sont passées à 30, je n'en reviens pas. »*

CHARLOTTE\*, VENDEUSE

>> *Les économies se font sur tout : sur les transports pour aller bosser, avec les galères du covoiturage et parfois de longs trajets à vélo faute de pouvoir payer l'essence ou l'abonnement de bus. À la maison aussi : l'hiver dernier on a moins chauffé. Et, pour les courses, on fait attention à tout : on analyse le prix au kilo, on change de marque pour celles « économiques » même si c'est moins bon au goût et pour la santé.*

AMINE\*, OUVRIER DU BÂTIMENT

>> *Un collègue de mon service me confiait récemment : « J'ai pris un deuxième boulot pour deux mois, pour payer les travaux à faire sur la voiture. » Les augmentations du début d'année, 4 % en janvier et 1 % en avril, sont déjà loin. Surtout quand on se dit qu'il faut attendre encore sept mois avant les prochaines NAO. Ceux qui le peuvent cherchent ailleurs un meilleur salaire, c'est le cas d'au moins trois collègues.*

CÉDRIC\*, AGENT D'UN SERVICE DE COMPTABILITÉ



## CÔTES-D'ARMOR AU BON SAUVEUR DE BÉGARD : SAUVONS-NOUS NOUS-MÊMES !



CORRESPONDANT | MAI 2023

Mardi 16 mai a eu lieu un dynamique rassemblement devant le portail principal de la Fondation Bon Sauveur, à Bégard, à l'appel de la CGT et SUD. C'est un secteur « psy », mais à la différence de Freud, les salariés n'analysent pas leurs rêves. Ils les veulent réalité : obtenir la prime dite Ségur dont ils sont exclus, des salaires qui ne se retrouvent pas au Smic dès que les grilles salariales se tassent, des pensions de retraite et des conditions de travail décentes. En assemblée générale, la cinquantaine présente a voté une nouvelle mobilisation le 13 juin, en marge des NAO 2023. Un préavis de grève illimitée a été déposé à l'initiative de la CGT, à partir du 16 mai. Bref, mobilisés, tant qu'il le faudra !

////////////////////////////////////

## SNCF CHEMINOTS TOUJOURS CHAUDS CONTRE MACRON ET LES PATRONS

Depuis mi-janvier, impossible de rater la présence des cheminots dans les cortèges. Après leur lutte précédente de décembre 2019, déjà sur les retraites, beaucoup sont redescendus dans la rue. À partir du 7 mars, c'est la grève reconductible qui a été votée dans de nombreuses assemblées générales. Mais, sauf lors des journées interprofessionnelles, seules des « minorités » - fortes de milliers de cheminots et cheminotes - ont fait grève tous les jours et se sont retrouvées en AG. Une limite... qui n'a pas découragé les grévistes les plus combatifs : piquets de grève, tracts, blocages de déchèteries, manifestations aux côtés des jeunes, assemblées interprofessionnelles... Le mouvement a été vivant et le passage en force de Macron n'a ni convaincu ni découragé : la colère explose depuis début mai sous forme de mobilisations locales de conducteurs, contrôleurs, agents faisant circuler les trains. >>>

## SANTÉ AMBIANCE À LA BAGARRE DANS LES IFSI

Une mobilisation a eu lieu vendredi 12 mai dans de nombreux Ifsi (instituts de formation en soins infirmiers). Faisant mine de répondre à la pénurie de soignants, Borne a annoncé une augmentation de 2 000 places dans les Ifsi pour la rentrée prochaine. Le hic, c'est qu'il n'y a aucune augmentation correspondante des budgets. Or la situation est déjà ubuesque pour les étudiants : difficultés à trouver des services où faire leurs stages, stages annulés faute de personnel pour les accueillir, étudiants envoyés à une centaine de kilomètres de chez eux sans solution d'hébergement, ce à quoi s'ajoute la maltraitance, monnaie courante, qui provoque des démissions massives. Et le comble : « On est payé 1,70 euros de l'heure en troisième année, alors qu'on fait un vrai travail dans les services ! » D'où la colère partout. À Brest, 130 étudiants ont manifesté jusqu'à l'hôpital pour montrer leur détermination. Les étudiants ont fini au micro sous les klaxons de soutien des passants.

////////////////////////////////////  
>>> SUITE ÉCHOS SNCF

### CHEMINOTS EN SOUS-EFFECTIF

Le mardi 9 mai, coup de sang gare Saint-Lazare à Paris. Pas question de rouler aujourd'hui, les conducteurs en ont ras la casquette du sous-effectif chronique et d'une vie rendue impossible au quotidien : « Demain, tu dois commencer ta journée de travail à 9 heures ? Ah, finalement, ça sera 8 heures... et tu feras un train en plus. » Ce coup de colère résonne avec la situation générale des cheminots, quels que soient les métiers ou les régions : la SNCF, c'est 20 000 emplois supprimés en huit ans soit 13 % de l'effectif et... l'intensification du travail pour ceux qui restent !

### PUNAISES EN SUR-EFFECTIF

Le même jour, c'est la punaise de trop pour les contrôleurs TGV de Tours. Imaginez avoir à dormir dans un foyer entre deux journées de travail, et vous retrouver dans un lit infesté de punaises ! Un cas loin d'être isolé : les punaises se plaisent dans les foyers de la SNCF, en état indigne. On avait pourtant déjà assez de la direction pour nous sucer le sang : 2,2 milliards de profits en 2022 sur notre dos. Pour les contrôleurs de la région Centre, en tout cas, plus question de dormir dans le foyer infesté, c'est niet.

### ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES, BIEN SÛR !

La semaine suivante, ce sont des aiguilleurs qui montent au front dans la région de Dijon. Plusieurs jours de grève contre une « réorganisation » (verbiage patronal pour imposer des suppressions de postes) et pour une hausse des salaires rognés par l'inflation. Des salaires tellement bas, surtout en entrée de carrière, que des CDI sont parfois déclinés pour rester en intérim.

À l'aube d'une 14<sup>e</sup> journée de grève le 6 juin annoncée par l'intersyndicale pour le retrait de la réforme des retraites, la combativité des cheminots et cheminotes est toujours là !

## LA POSTE | GRENOBLE DEUX MOIS DE GRÈVE DE POSTIERS CONTRE LA PRÉCARITÉ

Le point de départ est le non-renouvellement du contrat d'une intérimaire : elle arrivait au terme de ses 18 mois d'intérim après avoir été utilisée pour remplacer des postes non pourvus et elle s'est vu jetée dehors du jour au lendemain. En réplique, le 22 mars, une douzaine de factrices et facteurs de l'équipe dite « Travaux extérieurs » de Grenoble Chavant se lancent dans une grève reconductible. La majorité d'entre eux sont en statut précaire : intérimaires ou « contrats GEL » (groupe d'employeurs logistique), qui sont des sous-contrats à la limite de la légalité. Au bout de trois jours de grève, ils obtiennent que la collègue intérimaire que la direction n'avait pas renouvelée soit finalement embauchée en « CDIGEL ».

Encouragés par ce premier succès, elles et ils décident de reconduire leur mouvement. Chemin faisant, à force de s'adresser à d'autres bureaux de poste, des débrayages ont lieu dans plusieurs centres. Et la grève est devenue un point de ralliement des différents secteurs en grève et en lutte de la région : coupure de courant à la direction de La Poste lors de conseils disciplinaires visant des grévistes, rassemblements « interpros » et actions coups de poing... Les grévistes ont obtenu trois autres embauches en « CDI GEL », trois autres collègues sont en attente d'une réponse sur une embauche en CDI mais le travail a repris sans que les grévistes précaires eux-mêmes soient « CDIsés ». Ils et elles ont pourtant prouvé - sale temps pour la direction ! - que les salariés précaires pouvaient se placer à l'avant-garde de la lutte, et mener une politique d'extension de leur mouvement.

Leur mouvement est un point d'appui pour la lutte contre la précarité et pour la bagarre plus générale des postiers : la grève a débouché sur un appel à un cortège commun des postiers de l'agglomération de Grenoble à l'occasion de la grève interprofessionnelle du 6 juin. Une réunion des intérimaires des bureaux des environs est également proposée par les grévistes, mercredi 24 mai.



CORRESPONDANT | MAI 2023

## AUTOMOBILE PSA POISSY : COLÈRE ET DÉBRAYAGES D'UNE CENTAINE D'INTÉRIMAIRES

Après la mobilisation des intérimaires de PSA Vesoul, Hordain et Mulhouse il y a quelques semaines, c'est maintenant le tour de ceux de PSA Poissy (3500 salariés dont environ 400 intérimaires). Vendredi 12 mai en équipe de nuit, plus de 60 intérimaires se sont réunis à la pause pour exiger des explications de la hiérarchie sur les vols sur leurs fiches de paie. À la surprise de la direction, cela s'est transformé en débrayage, les intérimaires interpellant vivement les chefs. Mardi 16 mai,

une trentaine d'intérimaires de l'équipe du matin, prenant exemple sur ceux de la nuit, se sont concertés et ont débrayé pendant une heure et 40 minutes, ce qui a paralysé le montage.

Des agences n'ont pas payé les jours chômés que l'usine a imposés en avril, les intérimaires se sont retrouvés avec des salaires de 1000 euros. PSA exploite à fond les intérimaires, souvent maghrébins, afghans ou d'Afrique subsaharienne, elle les met sur les postes les plus durs et se remplit les poches (17 milliards de profits en 2022). Déjà mal payés en temps normal avec 1500 euros par mois, les intérimaires ont bien raison de s'organiser et de réclamer au minimum l'égalité de traitement avec les CDI (payés 84 % ou 100 % du net en cas de chômage) : à travail égal, salaire égal !

>>> SUR LE SITE

Plus d'articles et brèves  
des premières lignes à lire :  
[www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



## URGENCE RÉVOLUTION !

# Face au capitalisme, organisons-nous au NPA

Le titre de notre journal, *Révolutionnaires*, indique un programme, celui de la révolution pour que l'humanité, débarrassée de l'exploitation capitaliste, bascule dans un monde où elle pourrait vivre et pas survivre - quand ce n'est pas mourir sous des bombes. Mais il indique aussi, par le choix d'un pluriel, le rassemblement nécessaire pour faire sauter les verrous du vieux monde. Pendant ces presque cinq mois de lutte contre une loi patronale destinée à nous faire crever deux ans de plus pour leurs profits, on a senti ce qu'est la force du nombre. Enivrante, prometteuse, on la kiffe, certains pour la première fois, et c'est un goût qu'on n'oublie pas !

Qui plus est, Macron et les patrons qu'il sert ne peuvent pas dire qu'on ne sait pas ce qu'on veut. Nos banderoles, nos slogans, nos auto-collants, nos pancartes et panneaux - quasiment tous faits-main et exprimant toute l'inspiration et l'intelligence de nos cerveaux ! - ont été et sont un feu d'artifice de revendications et d'ambitions, joyeuses et sulfureuses : un vrai programme à ciel ouvert - avec l'exigence lancinante d'une société démocratique, où ceux qui travaillent, ceux qui produisent les richesses sociales, décideraient eux-mêmes et directement de tout. De leurs luttes bien sûr : « La grève aux grévistes ». Mais aussi de l'ensemble de la société : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! » Nous en avons les rouages entre nos mains, c'est nous qui la faisons tourner (du facteur à l'ingénieur en passant par l'ouvrier automobile, le livreur à vélo et la prof des écoles). On le voit bien quand on s'arrête, en grève ! Qui plus est, notre maîtrise collective de puissants moyens techniques et numériques nous permettrait de décider vite et bien, et démocratiquement. Se battre pour le communisme, ce n'est pas seulement nécessaire, mais aussi possible. Un défi collectif planétaire, exigeant mais excitant.

Qu'est-ce qui nous manque pour qu'il en soit ainsi ? Pas le nombre et la conscience de plus en plus vive des enjeux, voire de l'urgence d'une révolution dans l'intérêt de l'humanité et de la nature. Il nous manque l'organisation pour discuter et centraliser notre programme, comme les actions et les interventions coordonnées pour le faire aboutir. Cette organisation collective, c'est ce qu'on appelle un parti. Ce n'est pas un gros mot, c'est une nécessité pour les exploités et les opprimés. Car comme le préconisait Karl Marx : « *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le transformer.* » Une urgence face à la brutalité réactionnaire des minorités dominantes.

### UNE POLITIQUE ET UNE ORGANISATION, LES PATRONS EN ONT UNE

À défaut d'être tous d'accord - ils sont d'abord concurrents dans leur jungle capitaliste internationale -, ils s'organisent néanmoins contre nous. Dans leurs bourses des valeurs, leur CAC 40, leurs organisations patronales (Medef et confédération des PME), leur FNSEA dans l'agrobusiness, leurs FMI ou OMC, et leurs colloques internationaux. Les plus riches s'enferment dans des ghettos derrière de hauts murs, se marient entre familles à pognon. Et Macron les réunit à l'occasion à Versailles : 200 patrons du monde entier, tout récemment, pour mieux nous exploiter !

Ils ont aussi à leur service la force brutale de l'État. Qui fabrique les lois qui défendent la propriété, et donc l'exploitation et les profits (contre nos retraites et nos allocations de chômage). Qui les fait appliquer par une justice au service des puissants contre les misérables (voir La Fontaine, et ce n'est pas une fable !). Par un « détachement d'hommes armés », en

particulier cette police « qu'on déteste » et dont on connaît les matraques et les gaz. Arrestations, gardes à vue. Jusqu'à mutiler. Sans oublier les rafles racistes des plus pauvres à Mayotte. Et ces nazillons d'extrême droite qui viennent à la rescousse, en supplétifs, contre des grévistes et des manifestants. Il faut un parti et des révolutionnaires pour leur faire face. Et cela d'autant que, plus insidieusement contre nous, il y a aussi ce système politique bâti sur des élections « démocratiques » qui reviennent comme les radis, où les exploités sont autorisés à mettre un bulletin de vote dans une urne pour que rien ne change... et surtout pas le pouvoir des patrons. Certains, à « gauche », constatent ensuite ne pas avoir pu renverser le « mur de l'argent ». Il est vrai que ce n'est pas comme ça que le monde du travail a jamais pu le renverser ! On ne le peut qu'en nous organisant nous-mêmes, indépendamment des institutions de la bourgeoisie.

### PARTICIPEZ À CONSTRUIRE LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE NÉCESSAIRE

Nous ne sommes pas le seul courant de l'extrême gauche à le proposer, et nous ne le construirons pas seuls. Le NPA milite pour le regroupement des révolutionnaires, pour qu'ils sortent d'un émiettement auquel ils ne sont pas condamnés. Notre responsabilité dans le combat contre la rapacité et la militarisation dont se rendent coupables les impérialismes dominants, va nous rassembler, nous le souhaitons. Le NPA en est déjà une première expérience, limitée et modeste, mais inédite à ce jour. Nous vous proposons de la renforcer, comme plusieurs centaines de travailleurs et de jeunes en discutent déjà. Nous vous promettons du dynamisme et de l'efficacité collective, de l'ouverture politique, sous notre slogan « urgence révolution ! ». Des premiers rendez-vous : nos meetings, fêtes, formations et nos rencontres d'été révolutionnaires !

PAR MICHELLE VERDIER, GAËL QUIRANTE • 22/05/2023

Prenez contact auprès de nos militants ou bien envoyez un mail à l'adresse suivante : [contact@nouveupartianticapitaliste.fr](mailto:contact@nouveupartianticapitaliste.fr)

**1 RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES DU NPA**

**DU 26 AU 30 AOÛT**  
**47230 BARBASTE**

ATELIERS, FORUMS, MEETINGS...  
ARRHES À PARTIR DE 100€

**ON NE CRÈVERA PAS POUR LE PATRONAT !**

POUR S'INSCRIRE, ENVOYER UN MAIL : [rencontres.ete@nouveupartianticapitaliste.fr](mailto:rencontres.ete@nouveupartianticapitaliste.fr)

**NPA**  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

### RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES

**DU 26 AU 30 AOÛT**

**À BARBASTE (47230)**

au centre d'Albret

(accueil le samedi 26 à partir de 17 heures, départ le mercredi 30 après-midi)

Pour retrouver la grille tarifaire et les premiers éléments du programme ou pour vous inscrire, prenez contact avec nos militants ou militantes près de chez vous, ou à l'adresse : [rencontres.ete@nouveupartianticapitaliste.fr](mailto:rencontres.ete@nouveupartianticapitaliste.fr)



Pour remplir le formulaire d'inscription et payer en ligne : << <https://cutt.ly/LwqgONHa>

**DÉGAGEONS MACRON ET LES PATRONS !**

**FACE AU CAPITALISME, ORGANISONS-NOUS**

**LUNDI 19 JUIN • 19H30**  
LA BELLEVILLOISE 19 RUE BOYER 75020 PARIS

**MEETING**

**NPA**  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Fin août, le NPA tiendra ses « rencontres d'été révolutionnaires » à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne. Quatre jours de débats, échanges et ateliers, pour revenir sur ce qui a marqué l'actualité nationale et internationale de l'année - à commencer par cette mobilisation contre la réforme des retraites encore en cours ! -, se former, partager nos expériences. Pour discuter du parti communiste, révolutionnaire et internationaliste que nous voulons construire. Mais aussi pour nous retrouver, dans un cadre convivial, autour de la piscine, du bar ou du terrain de volley, rencontrer des militants et sympathisants d'ailleurs, venir entre collègues ou en famille.

## Agenda

>> DIMANCHE 28 MAI • 19H • PRESLES (95)  
**DÉBAT À LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE**

« LES RÉVOLUTIONNAIRES FACE À UN MOUVEMENT SOCIAL ET POLITIQUE INÉDIT »

>> LUNDI 19 JUIN • 19H30 • PARIS (75)  
**MEETING DU NPA**

LA BELLEVILLOISE, 19 RUE BOYER 75020 PARIS

### FÊTES DU NPA

>> SAMEDI 10 JUIN • LILLE (59)

>> DIMANCHE 18 JUIN • GRENOBLE (38)

>> SAMEDI 24 JUIN • NANTERRE (92)

RASSEMBLEMENT À L'APPEL DU COLLECTIF VÉRITÉ ET JUSTICE POUR ADAMA. | PARIS, 3 JUIN 2020 | HERMANN CLICK



RÔLE DE LA POLICE ET DE L'ARMÉE

# Répression : l'État contre nous

La répression du mouvement social n'est pas un phénomène nouveau. Il s'agit même plutôt de la norme : difficile d'imaginer un gouvernement accueillir avec plaisir la contestation de son pouvoir. Mais, en France, dans un contexte de crise et de regain des tensions sociales, les arrestations et violences policières ont assurément connu une aggravation depuis le mouvement de 2016 contre la loi Travail et le mouvement des Gilets jaunes en 2018-2019. La mobilisation de 2023 contre la réforme des retraites n'échappe pas à cette tendance.

## LES ARMES DE MACRON : RÉQUISITIONS, MUTILATIONS, ARRESTATIONS, INTERDICTIONS

Tabassé par la police le 19 janvier, un ingénieur franco-espagnol qui prenait des photos à Paris a dû être amputé d'un testicule le lendemain, tout comme deux manifestants de Nantes et Rennes les 22 et 23 mars, suite à des tirs de LBD. Le même jour, des grenades de désencerclement ont fait perdre un œil à un cheminot à Paris et un pouce à une AESH à Rouen. Des éclats de grenades avaient aussi touché une lycéenne de 15 ans à Paris le 11 mars, qui a ensuite été matraquée au sol. Et le 1<sup>er</sup> mai, au moins 200 manifestants et manifestantes ont été blessés, notamment à Nantes, dont une adolescente de 17 ans touchée à l'œil et un homme lourdement blessé à la main.

La police ne se contente pas de mutiler, elle arrête aussi à tout bout de champ : une trentaine de personnes le 31 janvier, puis près de 800 entre le 16 et le 20 mars, 112 le 14 avril, treize le lendemain à Rennes, et environ trois cents le 1<sup>er</sup> mai... Le plus souvent

sans poursuites, faute du moindre élément à charge. Ainsi, seules 9 des 300 gardes à vue du 20 mars et 10 des 457 du 24 mars ont abouti à des présentations au tribunal.

Dénoncer les « dérives » de la répression policière ne doit pas revenir à croire que la police pourrait avoir un autre rôle que celui de bras armé de la classe dirigeante.

Mais l'objectif de la répression est de dissuader : après le recours au 49.3, les rassemblements ont été interdits place de la Concorde à Paris et de nombreuses manifestations « sauvages » ont été nassées. Après la décision du Conseil constitutionnel, gaz lacrymogènes ou canons à eau ont dispersé les cortèges à Grenoble et à Rennes. Le lundi suivant, jour de casserolade devant les mairies, les rassemblements étaient carrément interdits à Marseille et à Dijon, avec là aussi une dispersion par les gaz. Même si leurs ar-

rétés sont bien souvent invalidés par la justice, les préfetures font preuve d'inventivité, comme avec l'interdiction des « dispositifs sonores amplificateurs de son » dans le Loir-et-Cher et l'Hérault.

Enfin, au cœur de la bataille, l'arme de la grève elle-même a été attaquée, avec des ordres de réquisition des éboueurs de Paris le 16 mars, des dépôts pétroliers de Fos-sur-Mer le 21 mars, puis de la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher le 4 avril... ordre suspendu par le tribunal administratif deux jours plus tard.

À juste titre, l'ONG Amnesty International s'est émue des violences policières et des menaces contre la liberté de manifester, tout comme la Défenseure des droits, pourtant nommée par Macron lui-même, ou encore le Conseil de l'Europe !

## L'ÉTAT : UNE BANDE ARMÉE AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Mais dénoncer les « dérives » de la répression policière ne doit pas revenir à croire que la police pourrait avoir un autre rôle que celui de bras armé de la classe dirigeante. C'est pourtant ce que pensent les courants politiques de gauche, du Parti socialiste, lui-même à l'origine de bien des lois « liberticides », au Parti communiste français dont le candidat à la présidentielle s'était rendu à un rassemblement des syndicats policiers d'extrême droite. Plus critique, la France insoumise n'en cultive pas moins les illusions sur la police. On lisait ainsi dans le programme de Mélenchon en 2022 : « les gouvernements successifs ont organisé le démantèlement des missions de service public de la Police nationale, pour n'en faire qu'un outil brutal et répressif »<sup>1</sup> puis, plus loin, que l'Union populaire compte « remettre sur pied une réelle police de proximité qui soit [...] gardienne de l'application de la loi, sans distinction de classe, de religion, d'opinion, de quartier, etc. ». Ainsi, la police aurait par le passé été chargée uniquement de « missions de service public » et garante d'une application égalitaire de la loi ? On se demande bien à quelle période imaginaire se réfèrent de telles affirmations !

Il s'agit ici d'un désaccord historique fondamental entre les révolutionnaires que nous sommes, et ceux et celles qui, comme la FI aujourd'hui, prétendent réformer l'État.

En 1871, lorsque le peuple parisien, et notamment sa classe ouvrière, se révolta durant la Commune de Paris, sa première décision fut de supprimer l'armée permanente et de la remplacer par « le peuple en armes ». Il s'agissait ainsi d'assurer lui-même sa défense contre les forces de la Prusse et contre le gouvernement bourgeois de Versailles. À travers leur expérience démocratique sans précédent, en créant leurs propres organes de décision, les communards démontrèrent, notamment pour Marx, que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. »<sup>2</sup>

En 1917, en pleine révolution russe, combattue par les réformistes, et en pleine Première Guerre mondiale, soutenue par la plupart des partis réformistes pour défendre leurs États nationaux respectifs, Lénine rappela ce qu'était l'État dans la conception marxiste révolutionnaire<sup>3</sup> : un produit de l'histoire, né dans des sociétés divisées en classes sociales aux intérêts radicalement contradictoires. Avec ses lois fondamentales, qui consacrent le caractère sacré de la propriété privée, l'État rend légales la domination et l'oppression. Avec ce qui fait son es-

Nous voulons le renversement tout entier de l'État par un pouvoir radicalement différent, celui de la classe qui fait tourner la société sans exploiter personne, qui, une fois débarrassée de ses anciens exploités, n'aurait même plus besoin des forces de coercition.

sence, ses hommes armés, ses prisons ou ses bases militaires (y compris parfois à l'étranger, pour y défendre ses entreprises), il assure leur maintien. Il ne s'agit pas d'un outil pour apaiser ces conflits, mais pour défendre mordicus les intérêts de la classe économiquement dominante, afin qu'elle domine aussi politiquement.

Les exploités et les opprimés ne pourront renverser l'ordre social sans se mettre en mouvement, sans prendre en main leurs affaires, dans les lieux de travail et dans l'ensemble de la société. Autrement dit, en constituant leurs propres assemblées et coordinations, et même leur propre auto-défense. Voilà pourquoi nous ne prétendons pas opérer la révolution « par les urnes », mais par l'organisation indépendante de notre classe. La révolution que nous voulons n'est pas le remplacement d'un gouvernement par un autre, mais le renversement tout entier de l'État par un pouvoir radicalement différent, celui de la classe qui fait tourner la société sans exploiter personne. Une classe qui, une fois débarrassée de ses anciens exploités, n'aurait même plus besoin des forces de coercition qui, en revanche, resteront toujours indispensables à la classe capitaliste.

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ • 20/05/2023

1. Disponible sur le site melenchon2022.f
2. Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.
3. Lénine, *L'État et la révolution*, 1917.



# IL Y A 80 ANS, L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

Le 19 avril 1943, une poignée de combattants juifs se révoltaient contre la barbarie nazie qui, depuis juillet 1942, avait méthodiquement entrepris la déportation et l'extermination des 400 000 Juifs entassés dans le ghetto de Varsovie. Pendant trois semaines, cinq cents combattants de l'Organisation juive de combat faisaient le choix de mourir les armes à la main plutôt que de se laisser déporter vers les camps de la mort sans réagir.

## >> SUR LE SITE

Lire notre dossier complet : <https://nouveaupartiantcapitaliste.fr/il-y-a-80-ans-le-ghetto-de-varsovie-se-soulevait/>

Et plus d'articles d'analyse historique à lire :



[www.nouveaupartiantcapitaliste.fr](http://www.nouveaupartiantcapitaliste.fr)



SERVICE NATIONAL UNIVERSEL : NOUS NE MARCHERONS PAS AU PAS !

## Après un premier recul, le gouvernement veut implanter les « classes d'engagement » !

La mobilisation sociale en cours a participé à reporter le caractère obligatoire du Service national universel, mais voilà que le gouvernement cherche maintenant à l'introduire au sein des établissements scolaires. Selon le journal *Politis*, dès la rentrée prochaine, les enseignants et chefs d'établissement pourront développer des « classes d'engagement » à destination des secondes qui effectueront des « séjours de cohésion » de douze jours sur le temps scolaire, avec des frais pris en charge par l'Éducation nationale et encadrés, entre autres, par des anciens militaires avec au programme levée de drapeau, Marseillaise quotidienne et port de l'uniforme. Douze jours pour faire partager les « valeurs » de cette République qui met les lycéens et lycéennes en garde à vue, qui chasse les migrants et impose sa politique anti-sociale.

Le gouvernement a la ferme volonté d'encadrer cette jeunesse qui a déferlé dans les rues du pays de jour comme de

nuit ces dernières semaines et bloqué son lycée pour protester contre la réforme des retraites et bien davantage. L'échec des « villages SNU » mis en place ces dernières semaines dans différentes villes pour vanter les mérites du dispositif a montré que celui-ci ne répond en rien aux aspirations de la jeunesse descendue dans les rues pour faire valoir son désir, non pas de grossir les rangs de l'armée, mais bien de justice sociale.

Ce SNU n'a qu'un seul objectif, celui de mettre au pas la jeunesse, la ranger idéologiquement derrière les valeurs du patronat ! Il s'inscrit par ailleurs dans un contexte général de militarisation du pays et du globe et d'augmentation vertigineuse des budgets militaires. Il faut poursuivre la mobilisation contre ce projet et contre cette société qui court à la guerre !

PAR LOUISE MANCINELLA • 20/05/2023

## ÉDUCATION Réforme des lycées professionnels : filières pro exploitation

Macron, en déplacement à Saintes (Charente-Maritime), entre deux casseroles, a détaillé sa dernière attaque pro-patronale : la réforme des lycées professionnels. L'objectif est clair : « mettre les filières au service de l'économie », a expliqué le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye sur France Info le 5 mai. En fait, le gouvernement veut adapter toujours plus les formations en fonction des besoins en main-d'œuvre du patronat.

Ainsi, Macron veut installer des « bureaux des entreprises » dans les lycées, composés d'enseignants et de représentants d'entreprises locales. La volonté affichée est d'accompagner les jeunes dans la recherche des stages, mais en adaptant ces derniers et les formations elles-mêmes aux besoins du patronat local. Par exemple, sur les 3 000 places de formation qui seront créées en septembre, 1 050 seront ouvertes « sur la base des besoins exprimés par les entreprises partenaires des lycées ». Cette réforme de la voie professionnelle – comme celles qui l'ont précédée – se fait au détriment des aspects généralistes qui permettent au travailleur de pouvoir s'adapter aux postes qu'il peut trouver localement justement (et nous ne parlons même pas de l'enseignement général, de plus en plus réduit à la portion congrue) : à quoi bon avoir suivi une formation hyper spécialisée dans les métiers du verre, par exemple, si l'entreprise locale demandeuse ferme ses portes demain ? Pour Macron et les patrons, au travailleur de se déplacer pour retrouver un travail adapté à sa formation et tant pis pour les liens que lui et sa famille avaient pu tisser « localement ».

L'autre mesure phare, l'augmentation des heures de stage, va dans le même sens d'un abandon des aspects généralistes de la formation. Désormais, les classes de terminale distingueront les élèves qui se destinaient à poursuivre des études supérieures, notamment en BTS ou à la fac, et ceux qui iraient directement travailler après le bac. Pour ces derniers, la durée des stages passe-

ra de 6 à 12 semaines, soit un tiers du temps scolaire. Pour ces élèves qui suivront ce « module d'insertion professionnelle », la possibilité de changer d'avis, et de se réorienter en BTS par la suite, sera quasiment nulle. De plus, combien de lycéens trouvent un stage qui leur permette vraiment d'apprendre et de se former dans leur filière ? Ainsi, un élève en formation systèmes numériques peut se retrouver... à trier du courrier à La Poste. En pratique, augmenter le temps des stages revient à confier une plus grande part encore de la formation aux patrons. Du même coup, les enseignements professionnels seraient réduits. De surcroît, pour ces enseignements, Macron prévoit de recruter des « professeurs associés », c'est-à-dire des professionnels vacataires dont enseigner n'est pas le métier.

Pour tenter de rendre la réforme populaire auprès des élèves et des familles, l'État prévoit de rémunérer les stages : 50 euros par semaine en seconde bac pro, 75 euros en première et 100 euros en terminale. Beaucoup penseront que c'est déjà ça de pris, surtout quand il faut payer les frais de transport pour des stages loin du domicile. Mais c'est l'État qui versera cette rémunération. Les patrons disposeront donc d'une main-d'œuvre totalement gratuite, payée par nos impôts ! En réalité, Macron et Pap Ndiaye reconnaissent là tout simplement que, dans la réalité, les stagiaires travaillent seuls dans bien des cas. Alors qu'un stagiaire n'est pas supposé travailler, mais se former en présence permanente de son tuteur.



MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES LYCÉES PRO. | PARIS, NOVEMBRE 2022 | HERMANN CLICK

En plus de toutes ces mesures aux petits soins du patronat, la réforme se fera au prix de nombreuses fermetures de places. L'exécutif annonce que 2 600 formations seront fermées, particulièrement dans le secteur tertiaire, qu'il compenserait par 3 000 ouvertures, dès la rentrée 2023. Mais où et comment seront organisées ces nouvelles formations ? Pour l'instant, les fermetures inquiètent enseignants et élèves. Selon Pap Ndiaye, les enseignants dont les formations disparaissent pourraient être reconvertis dans les collèges ou en primaire, comme si un professeur de vente était qualifié pour apprendre à lire à un élève de CP ! Quant aux quelque 800 élèves des lycées professionnels

parisiens menacés de fermeture cette année, ils seront entassés dans d'autres lycées, déjà en sureffectifs.

Toute la réforme, comme les précédentes qui allaient déjà dans ce sens, va dégrader encore plus les conditions de travail des enseignants en même temps que les conditions de formation des lycéens. Pour toutes ces raisons, des syndicats d'enseignants en lycée pro appellent à la grève le 30 mai. Cette date est un point d'appui, les lycéens ont tout intérêt à la rejoindre, et à poursuivre la mobilisation avec la journée intersyndicale du 6 juin prochain.

PAR LOUIS TROVA • 22/05/2023

### SUIVEZ LE NPA JEUNES ET PRENEZ CONTACT !

Web [npa-jeunes.org](http://npa-jeunes.org)

Facebook | Twitter | Instagram

@npa\_jeunes

